CI-220
2022-05-03
A. Martin

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2022-2023

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Renseignements généraux

AVRIL 2022

360, rue Saint-Jacques, 2e étage, Montréal (Québec) H2Y 1P5
Téléphone : (514) 873-5146 • 1 800 361-6477 Télécopieur : (514) 873-2373
Téléscripteur : (514) 873-2648 Web : www.cdpdj.qc.ca

Document préparé en avril 2022

Coordination
Josée Morin
Conseillère cadre stratégique

Soutien technique
Sara Mohamed Ahmed
Technicienne en administration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TABLE DES MATIÈRES

1 - Renseignements généraux

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
ORGANIGRAMME DE LA COMMISSION	15
MANDAT DE LA COMMISSION	16
TABLEAU CRÉDITS	17
TABLEAU EFFECTIFS	18

2 - Demande de renseignements généraux

	DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.1	LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 : A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR; B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION; C. LES PERSONNES RENCONTRÉES; D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.); E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION; F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS; G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT : - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES; - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; H. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ; I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS; J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS; K. TOUTE CONSIGNE SANITAIRE ENCADRANT LE RETOUR DE CES MISSIONS; L. LE MONTANT DÉPENSÉ POUR L'ACHAT DE CRÉDITS CARBONE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE GÉNÉRÉES PAR LE VOYAGE.	21
G.2	POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2021-2022 : A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT; B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; C. LES COÛTS VENTILÉS; D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.; E. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.	22
G.3	LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT : A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2021-2022, ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023; B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES; C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); D. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES; E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE; G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.	23

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.4	LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT : PAR LE CABINET MINISTÉRIEL : A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; C. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT. PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME : E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; G. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT. PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE : I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ; K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.; M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.	24
G.5	LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION : ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME : A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; C. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE. DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE : D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023; E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS; F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU; H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; I. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.	25
G.6	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2021-2022, EN INDIQUANT : A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL); C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ); D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT; E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS; F. L'ÉCHÉANCIER; G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS. LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.	25
G.7	LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT : A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE; B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS; C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX; D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT; E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.	37

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.8	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 : A. LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT; B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE); C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS; D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ; E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT; F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT; G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT; H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.	38
G.9	POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER : A. LE NOM DU PROJET; B. LA NATURE DU PROJET; C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU); D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET; E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET; F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE; G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET; H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES; I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR; J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET; K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE : - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS; L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS; M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2021-2022.	39
G.10	DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2021-2022, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES : A. LA PHOTOCOPIE; B. LE MOBILIER DE BUREAU; C. L'AMEUBLEMENT; D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES; E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE; F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT; G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT; H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS; I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES; J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT : I. A) AU QUÉBEC; II. B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.	40

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2021-2022, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : A. le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; B. le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; C. les coûts d'acquisition des appareils; D. le coût d'utilisation des appareils; E. le coût des contrats téléphoniques; F. les noms des fournisseurs; G. le nombre de minutes utilisées; H. le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; I. le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; J. les coûts de résiliation, s'il y a lieu; K. le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.	41
G.12	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : A. le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; B. le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins; C. le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; D. le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; E. le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail; F. le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; G. le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; H. le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; I. le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; J. l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); K. l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; L. le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; M. le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions); N. le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; O. le nombre d'employés permanents et temporaires; P. le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; Q. le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; R. l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; S. le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	42

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.13	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2022-2023 DE : A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES; B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES; C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2020-2021 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES; D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.	45
G.14	LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2021-2022 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX : A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION; B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ; C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE; D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE; E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ; F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION; G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS; H. LA DURÉE DU BAIL; I. PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ; J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT; K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE; L. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.	46
G.15	CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR : A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS; B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI; C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL; D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.	47
G.16	POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2021-2022, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT : A. LES DATES DES TRAVAUX; B. LES COÛTS; C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	48
G.18	LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2021-2022, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT : A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE; B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE; C. LE MONTANT ATTRIBUÉ; D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	49
G.21	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT : A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.); B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE; C. PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	50
G.23	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2021-2022, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT : A. LE COÛT DE CHACUN; B. LE FOURNISSEUR; C. LA NATURE DU SERVICE. VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.	51
G.24	LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.	52

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.25	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : A. LE NOM DU SITE WEB; B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »); G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE; I. LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS; J. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.	53
G.31	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2021-2022 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2022 POUR 2022-2023.	54
G.32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2021-2022, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 ET 2023-2024, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	55
G.33	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	56
G.35	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	57
G.36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	58
G.40	CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) : A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL); B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS; C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES; D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI; E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.	59
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	60
G.42	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	61
G.43	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT : A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS; B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION; C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.	62

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.44	POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER : A. LA DATE ; B. LA NATURE ; C. LES QUESTIONS POSÉES ; D. LES RÉPONSES ; E. LA FIRME RETENUE ; F. LES COÛTS.	63
G.45	POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER : A. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT; B. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.	64
G.51	AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME : A. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ; B. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT TOUJOURS AU 31 MARS 2021; C. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ.	65
G.52	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2021-2022 AU SUJET DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL POUR FINS DE TÉLÉTRAVAIL (TABLETTES, CELLULAIRES, AMÉNAGEMENT DE BUREAU, REMBOURSEMENT DE FRAIS D'INTERNET, ETC.).	66
G.53	NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT ÉTÉ ABSENT DU TRAVAIL POUR CAUSE DE QUARANTAINE LIÉE À LA COVID-19 OU EN RETRAIT PRÉVENTIF LIÉ À LA COVID-19 AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 AINSI QUE L'ESTIMATION DES COÛTS EN DÉCOULANT.	67
G.54	CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 : A. LES SOMMES DÉPENSÉES; B. LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE); C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.	68
G.55	CONCERNANT L'ENTRETIEN MÉNAGER ET LA DÉSINFECTION DES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR : A. LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES; B. LE NOM DES FOURNISSEURS RETENUS; C. LA LISTE DES CONTRATS.	69
G.56	COÛT TOTAL DE MISE EN PLACE DE MESURES DÉCOULANT DES VISITES DE LA CNESST DANS LES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME AINSI QU'UNE LISTE DES RECOMMANDATIONS EFFECTUÉES.	70
G.57	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2021-2022 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT : A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; D. LE MONTANT ACCORDÉ; E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.	71
G.58	NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2021-2022 : A. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; B. LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE); C. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; D. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.	72
G.59	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.	73
G.60	VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016 : A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS; B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS; C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.	74
	TABLE DES MATIÈRES- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX - QUESTIONS NON RÉPONDUES ET MOTIF	75

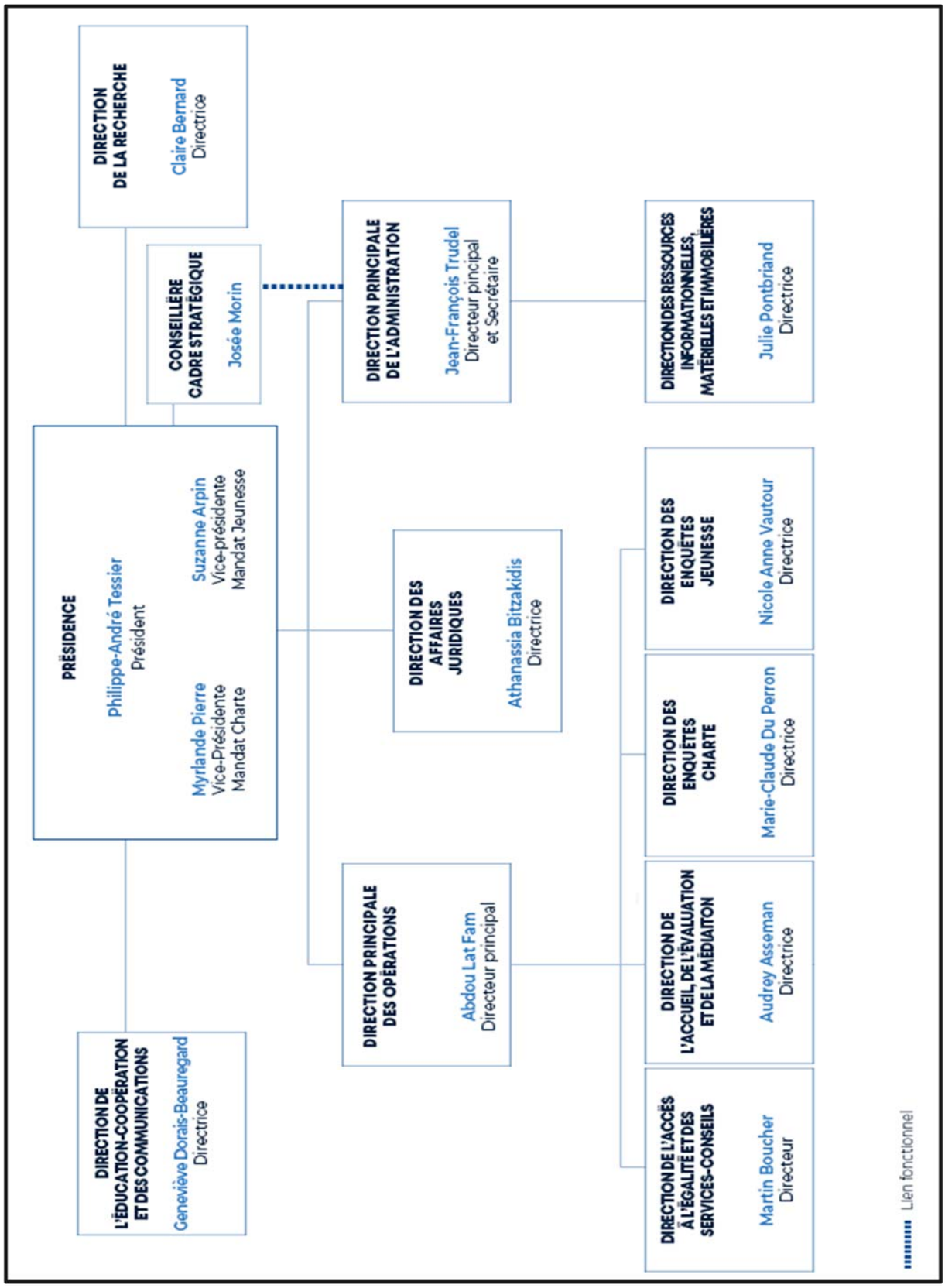
N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

1- RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

IDENTIFICATION	NUMÉRO	TITRE
PROGRAMME	05	Autres organismes relevant du ministre
ÉLÉMENT	02	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
RESPONSABLE	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	

ORGANIGRAMME



PROGRAMME **05** **ÉLÉMENT** **02**

MANDAT

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Les fonctions et les responsabilités de la Commission

Dans le contexte de sa mission et de ses mandats, la Commission exerce les fonctions et les responsabilités qui suivent.

En vertu de la Charte des droits et libertés de la personne, la « Commission assure, par toutes mesures appropriées, la promotion et le respect des principes contenus dans la présente Charte ». La Commission doit faire enquête, selon un mode non contradictoire, sur une plainte ou de sa propre initiative, notamment : a) dans les cas de discrimination ou de harcèlement fondés sur la race, la couleur, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil et l'âge, sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap; b) dans les cas de discrimination en emploi en raison d'antécédents judiciaires; et, c) dans les cas d'exploitation de personnes âgées ou handicapées, en signalant éventuellement au Curateur public tout besoin de protection qui relève de sa compétence.

La Commission doit favoriser un règlement entre la personne dont les droits auraient été violés et celle à qui cette violation est imputée. La médiation est souvent utilisée à cette fin. Pour l'essentiel, seule la Commission peut initialement saisir le Tribunal des droits de la personne (TDP) de l'un ou l'autre des recours pour lesquels il a compétence.

Par ailleurs, la Commission a notamment pour mission d'informer et d'éduquer afin de faire comprendre et accepter l'objet et les dispositions de la Charte, de diriger et d'encourager les recherches et les publications sur les libertés et droits fondamentaux; de relever les dispositions des lois du Québec qui seraient contraires à la Charte et faire au gouvernement les recommandations appropriées. Enfin, la Commission doit entre autres, en matière de programmes d'accès à l'égalité élaborés en vertu de la partie III de la Charte, prêter assistance aux organisations qui élaborent des programmes sur une base volontaire et surveiller l'implantation de programmes qu'elle recommande à la suite d'une enquête ou qui est ordonnée par un tribunal. La Commission offre par ailleurs un service-conseil en matière d'accommodements raisonnables.

En vertu de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics, la Commission doit entre autres comparer la représentation des groupes visés au sein des effectifs concernés des organismes, vérifier la teneur des programmes élaborés pour s'assurer de leur conformité avec les exigences de la Loi et, le cas échéant, aviser les organismes des modifications qui doivent être apportées à leur programme respectif et soumettre des recommandations aux organismes en défaut d'élaborer ou d'implanter un programme conforme à la Loi. Si ses recommandations ne sont pas suivies, la Commission peut s'adresser au TDP. Elle publie tous les trois ans, la liste des organismes soumis à la Loi, en faisant état de leur situation en matière d'égalité en emploi.

Par décret gouvernemental, la Commission est également chargée de surveiller l'application du Programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec. Ce programme impose aux entreprises qui emploient plus de 100 personnes de mettre en place un mécanisme d'accès à l'égalité lorsqu'elles obtiennent du gouvernement un contrat ou une subvention de 100 000 $ ou plus.

En matière de protection des droits de la jeunesse, en vertu de l'article 23 de la Loi sur la protection de la jeunesse, la Commission enquête, sur demande ou de sa propre initiative, sur toute situation où elle a raison de croire que les droits d'un enfant ou d'un groupe d'enfants ont été lésés par des personnes, des établissements ou des organismes, à moins que le tribunal n'en soit déjà saisi. La Commission prend les moyens légaux qu'elle juge nécessaires pour que soit corrigée la situation où elle a des raisons de croire que les droits d'un enfant sont lésés et élabore et applique des programmes d'information et d'éducation destinés à renseigner la population en général et les enfants en particulier sur les droits de l'enfant.

La Commission peut également faire des recommandations en tout temps, à différents ministres et faire ou faire effectuer des études et des recherches sur toute question relative à sa compétence, de sa propre initiative ou à la demande du ministre de la Santé et des Services sociaux et de la ministre de la Justice.

CRÉDITS

Sommaire (en milliers de dollars)

SUPERCATÉGORIES	2022-2023				Livre des crédits 2021-2022	VARIATION	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits Totaux		$	%
Rémunération	17 984.1			17 984.1	14 386.3	3 597.8	25.0
Fonctionnement	4 016.5	25.0		3 991.5	3 309.9	681.6	20.6
Transfert							
Affectation à un fonds spécial							
Prêts, Placements, Avances			3.0	3.0	3.0	0.0	0.0
Immobilisations tangibles			10.0	10.0	10.0	0.0	0.0
Immobilisations en ressources informationnelles			182.5	182.5	357.5	(175.0)	(49.0)
Créances douteuses							
TOTAL	**22 000.6**	**25.0**	**195.5**	**22 171.1**	**18 066.7**	**4 104.4**	**22.7**
Amortissement		25.0		25.0	25.0	0.0	0.0

Explication des variations

CRÉDITS

Les crédits de cet élément de programme ont augmenté de 22,7 % par rapport aux crédits de l'année 2021-2022. Cette augmentation résulte des facteurs suivants :

Rémunération : 3 597,8 ou 25,0 %

▪ Modification du Régime de rentes du Québec	25.4
▪ Mesures d'économies (réduction des effectifs et compression)	(407.6)
▪ Ressources additionnelles pour lutter contre la discrimination et le racisme	4 205.0
▪ Ajustement au Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes aînées	(225.0)
	3 597.8

Fonctionnement : 681,6 ou 20,6 %

▪ Indexation des loyers de la SQI	171.6
▪ Ressources additionnelles pour lutter contre la discrimination et le racisme	695.0
▪ Ajustement au Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes aînées	(25.0)
▪ Mesures d'économies (compression)	(160.0)
	681.6

Prêts, placements, avances :

▪ Aucune variation

Immobilisations tangibles :

▪ Aucune variation

Immobilisations en ressources informationnelles : (175,0) ou (49,0) %

▪ Ajustement en lien avec le PQI-RI	(175.0)
	(175.0)

Total : 4 104.4

L'EFFECTIF ET LES EMPLOYÉS

CATÉGORIES D'EMPLOI	Personnes à la paie 24 (février 2022)	Personnes à la paie 24 (février 2021)	VARIATION	
			N	%
Administratrices, administrateurs d'État	3	3	0	0.0
Présidents des conseils de discipline	0	0	0	0.0
Postes d'encadrement	9	7	2	28.6
Juges	0	0	0	0.0
Cadres juridiques	2	3	(1)	(33.3)
Procureurs aux poursuites criminelles et pénales	0	0	0	0.0
Avocates, avocats et notaires	22	22	0	0.0
Professionnelles, professionnels	97	90	7	7.8
Techniciennes, techniciens	36	34	2	5.9
Personnel de bureau	17	18	(1)	(5.6)
Ouvrières, ouvriers	0	0	0	0.0
PERSONNES*	**186**	**177**	**9**	**5.1**

*Source: SAGIP.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

2 -DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 :

A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
- **LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;**
- **LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;**

H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS;
I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;
J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS;
K. TOUTE CONSIGNE SANITAIRE ENCADRANT LE RETOUR DE CES MISSIONS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

VOYAGE	COÛT
Suzanne ARPIN, vice-présidente Rencontre avec le Conseil canadien des défenseurs des enfants et des jeunes (CCDEJ) Victoria, BC, 5 au 8 octobre 2021	2 085 $
Philippe-André Tessier, président (Frais partagés avec bureau Premier Ministre de France) Journée d'étude chez la Défenseure des droits en France Paris, France, 20-26 novembre 2021	1 587 $
Claire Bernard, directrice de la Recherche Journée d'étude chez la Défenseure des droits en France Paris, France, 20-28 novembre 2021	2 276 $

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 18).
HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX

G.2 POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2021-2022 :

- **A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT**
- **B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;**
- **C. LES COÛTS VENTILÉS;**
- **D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;**
- **E. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

G.3 **LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :**

- **A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2021-2022, ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;**
- **B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;**
- **C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);**
- **D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;**
- **E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- **F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;**
- **G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 24).

CDPDJ : HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 $, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE. POUR LES CONTRATS 25 000 $ ET MOINS, CEUX-CI PEUVENT ÊTRE CONCLUS DE GRÉ À GRÉ.

LES COÛTS RELIÉS AUX FRAIS DE PUBLICITÉ CONCERNANT LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINET ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.4 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :

PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :

A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
G. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :

I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);
L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;
M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TYPE D'ÉVÉNEMENT	COÛT
CONFÉRENCE DE PRESSE RAPPORT D'ACTIVITÉS ET DE GESTION - 30 SEPTEMBRE 2021 – VIRTUEL • INFOGRAPHIE - PRO-ACTIF- (Sur invitation) – 3850$ • Impression RAG 20-21 - Production J.G. inc.- (Gré à Gré) - 1218$ • Interprétation conférence - (Gré à Gré) – 210,00$	5278 $
CONFÉRENCE DE PRESSE DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME WARD-GABRIEL - 29 OCTOBRE- MODE HYBRIDE • LOCATION DE SALLE 29 OCTOBRE 2021-MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (Gré à Gré) - 730,00$ • CAPTATION VIDÉO CONFÉRENCE DE PRESSE ET DIFFUSION LIVE -COOP DE SOLIDARITÉ WEBTV (GRÉ À GRÉ) 995$	1725 $
CÉRÉMONIE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 15 DÉCEMBRE 2021 – EN PRÉSENCE • VIDÉO - 9117-2445 QUÉBEC INC. 2 (SQUARES FILMS) (sur invitation) – 15 500$ • CÉRÉMONIE - 9395-3206 QUÉBEC INC (ROXANNE BRUNEAU) – (SUR INVITATION) 7 037$ • TOURNAGE VIDÉO - CAIN, MATTHEW (CAMA PRODUCTION) - (Gré à Gré) – 785$ • SALLE ET SERVICE TECHNIQUE- GESÙ - CENTRE DE CRÉATIVITÉ- (Sur invitation) – 3410$ • VISUEL 2021 – NADIA MORIN - (Sur invitation) - 1500$ • PHOTOGRAPHIES CÉRÉMONIE - PAMÉLA LAJEUNESSE PHOTOGRAPHE - (Gré à Gré) - 500$ • INTERPRÉTATION - SERVICE D'INTERPRÉTATION VISUELLE ET TACTILE DU MONTRÉAL-MÉTROPOLITAIN - (Gré à Gré) - 150$ PDL 2020 (FRAIS PAYÉS EN 2021-22 MAIS ÉVÈNEMENT EN 2020-21) • LES AFFAIRES - GROUPE CONTEX INC. - (Gré à Gré) - 1000$ • ANIMATION SOIRÉE REMISE ANNÉE 2020 – JUDITH LUSSIER INC. – (Gré à Gré) - 1000$	30 882 $

SOMMES PROJETÉES POUR 2022-2023

CONFÉRENCE DE PRESSE POUR LE DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION DE LA COMMISSION : À LA TRIBUNE DE LA PRESSE PAS DE FRAIS RELIÉS
AUTRES CONFÉRENCES DE PRESSE (SELON ACTUALITÉ) : 1500$
PRIX DROITS ET LIBERTÉ 2022, SALLE, TRAITEUR, PHOTOGRAPHE, VIDÉOS DE PROMOTION, GRAPHISME ET INVITATIONS : 25 000$

G.5 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :

D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;
E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;
H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ORGANISÉE PAR L'ORGANISME

AUCUNE.

FOURNISSEURS	TITRE DE LA FORMATION	COÛT	BUT VISÉ
		$	

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	TITRE DE LA FORMATION	COÛT	BUT VISÉ
DIÈSE SOLUTIONS VISUELLES ET DESIGN	FORMATION MISE EN PAGE DANS UN GABARIT GOOGLE FAIT SUR MESURE POUR LA CDPDJ	855 $	FORMER 3 PERSONNES POUR L'UTILISATION D'UN GABARIT GOOGLE FAIT SUR MESURE POUR LA CDPDJ AUX COULEURS DE L'INSTITUTION.
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	CAMÉRA VIDÉO ET TRUCS DE TOURNAGE	81 $	AMÉLIORER LES COMPÉTENCES INTERNES POUR LA PRODUCTION DE COURTES VIDÉOS MAISONS
ISARTA INC.	BÂTIR UN PLAN DE COMMUNICATION EFFICACE - EN WEBINAIRE	584 $	AMÉLIORER LES CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES DE 2 PROFESSIONNELS EN VUE DE LA RÉDACTION DU PROCHAIN PLAN INSTITUTIONNEL.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST EN PARTIE INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHES 22 ET 23).

CDPDJ : HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX

G.6 **LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2021-2022, EN INDIQUANT :**

A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
F. L'ÉCHÉANCIER;
G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
9117-2445 QUÉBEC INC. / 2 SQUARE FILMS	Réalisation de 5 capsules vidéo pour le PDL 2021	Sur invitation	15 500 $
9254-3685 Québec Inc. (Blanko)	Conception, intégration et gestion de projet "plainte en ligne"	Gré à gré	13 081 $
9254-3685 Québec Inc. (Blanko)	Hébergement site Web: https://www.cdpdj.qc.ca/	Gré à gré	240 $
9254-3685 Québec Inc. (Blanko)	Banque d'heures permettant d'effectuer des travaux sur le front-end du site Web	Gré à gré	9 000 $
9374-3078 Québec inc. (MySmartJourney)	Licence annuelle plateforme en ligne MySmartJourney (Projet fugitif!)	Gré à gré	2 000 $
9395-3206 Québec Inc. (Roxanne Bruneau)	Prestation musicale de Roxanne Bruneau lors de la cérémonie du Prix droits et libertés le 15 décembre 2021	Sur invitation	7 037 $
Access Information Management of Canada ULC	Service de destruction sécurisée des documents	Gré à gré	1 753 $
AFI Expertise (division du Groupe Edgenda Inc.)	Formation: Installer et administrer les postes de travail modernes / 5j. / 1 pers	Gré à gré	2 475 $
AFI Expertise (division du Groupe Edgenda Inc.)	Formation: Installer et administrer les postes de travail modernes MD101T00) / 5j. / 1 pers	Gré à gré	2 475 $

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
AFI Expertise (division du Groupe Edgenda Inc.)	Formation: Architecture Technologique Microsoft Azure (AZ-303) / 5j. / en ligne / 1 pers.	Gré à gré	2 460 $
AFI Expertise (division du Groupe Edgenda Inc.)	Principes fondamentaux de Microsoft Azure (AZ-900T00) / en ligne / 2j. / 1 pers.	Gré à gré	1 270 $
AFI Expertise (division du Groupe Edgenda Inc.)	Microsoft Azure Administrateur (AZ-104T00) / en ligne / 4j. / 1 pers.	Gré à gré	2 040 $
AFI Expertise (division du Groupe Edgenda Inc.)	Développer des solutions pour Microsoft Azure (AZ-204T00) / en ligne / 2 pers. / 5 j.	Gré à gré	4 920 $
Agence Mediapresse inc.	Élaboration d'une proposition – en lien avec le mandat de défense des droits des enfants	Gré à gré	10 938 $
Agence Smartegy (Smartlabmtl)	Photoshoot corporatif pour la Présidence	Gré à gré	1 275 $
Allard, Jean-François	Conférence: Mieux gérer ses émotions et son stress au travail! (14déc.2021 am , 150 pers, en ligne)	Gré à gré	2 995 $
Amazon	COVID - Sacs de transport pour ordinateurs	Gré à gré	1 565 $
Amazon	Station d'arrimage Microsoft surface (3)	Gré à gré	1 243 $
Amazon	Station d'arrimage Microsoft surface (3)	Gré à gré	1 052 $
Amiraux, Valérie	Expertise et rapport dossier CTX: préjugés, origine ethnique, radicalisation et adaptation	Gré à gré	3 800 $
Amnistie Internationale	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) / version simplifiée en français coproduction Mikana, Amnistie et CDPDJ	Gré à gré	2 651 $
Archives Iron Mountain (Iron Mountain Canada)	Location d'espace, archivage et manutention	Gré à gré	14 799 $
Barreau de Montréal	Salon Visez Droit, réinventé ! / Diffusion de 2 capsules	Gré à gré	100 $
Bell Media inc.	Diffusion de la campagne "La Commission pour vrai" sur plateforme Web / 1er septembre au 31 octobre 2021	Sur invitation	4 830 $
Bilodeau, Colleen	Contrat ouvert: service de traduction et révision (français-anglais)	Sur invitation	2 218 $

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Bilodeau, Colleen	Services de traduction - exposé factuel dossier Clic Marc	Sur invitation	1 501 $
Cain, Matthew (CAMA Production)	Tournage vidéo Prix droits et libertés 2021	Gré à gré	785 $
Caissey, Nicole	Contrat ouvert: service de traduction et révision de traduction (français-anglais)	Sur invitation	3 278 $
Caissey, Nicole	Service de traduction - ajouts au site Web de la Commission	Sur invitation	1 400 $
Capitale Immobilière MFQ inc. (La)	Peinture au bureau de Québec	Gré à gré	10 044 $
Carrières Jobwings.com inc., Les	Affichage de postes (3)	Gré à gré	975 $
Communications Casacom inc.	Contrat de formation de porte-parole médias	Gré à gré	7 000 $
Communications Casacom inc.	Accompagnement - dossier Liberté d'expression	Gré à gré	11 548 $
Communications Grenier (1370-1842 Québec inc.)	Affichage de poste (1)	Gré à gré	299 $
Compagnie Southwest Bindings inc., La	Achat de fourniture spécialisée	Gré à gré	1 137 $
CDW Canada inc.	Nitro Productivity suite TEAM (20 licences)	Gré à gré	7 780 $
CDW Canada inc.	Veeam standard support (3) et Veeam 24/7 Uplift (3)	Gré à gré	1 367 $
Chuck & co. Transformation numérique inc.	Accompagnement dans l'analyse et la migration des documents du réseau vers SharePoint	Gré à gré	10 088 $
Chuck & co. Transformation numérique inc.	Accompagnement dans la révision des règles de conservation et s'assurer du respect des normes archivistiques	Gré à gré	1 756 $
Chuck & co. Transformation numérique inc.	Rédaction du guide de gouvernance de la taxonomie et mise en place dans le magasin de termes	Gré à gré	7 500 $
Cleverbridge-Lansweeper	Renouvellement de licence Lansweeper	Gré à gré	1 270 $
Climatisation J.F.P. inc.	Entretien préventif - salle des serveurs	Gré à gré	2 101 $
CNW Telbec	Service de diffusion des communiqués de presse	Commande de biens/demande d'exécution	4 526 $
Cogeco Connexion inc.	Service de Télécommunication - Sept-Îles et Trois-Rivières	Gré à gré	2 468 $

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Collège d'Enseignement Général et Professionnel Marie-Victorin	Programme d'information et de préparation à la retraite PIPR	Gré à gré	2 100 $
Connection Pur-Tel	Divers travaux électriques	Gré à gré	2 132 $
Consultation Boréale (9080-1267 Québec inc.)	Contrat ouvert: accessibilité document PDF	Gré à gré	8 246 $
Coop de solidarité WebTV	Captation d'une conférence de presse 29 octobre 2021	Gré à gré	995 $
Crop inc.	Réaliser sondages d'opinion publique afin d'évaluer l'impact des différentes campagnes de sensibilisation	Sur invitation	16 700 $
Denise Babin Communication	Contrat ouvert: services de traduction et rédaction	Sur invitation	624 $
Deschamps Impression inc.	Service d'Impression - Panification stratégique 2021-2025	Gré à gré	1 444 $
Dièse / Solutions visuelles et design	Formation sur l'utilisation d'un gabarit de mise en page Google (3 pers./ en ligne / date)	Gré à gré	855 $
Dièse / Solutions visuelles et design Inc.	Création d'un gabarit de mise en page	Gré à gré	1 140 $
Droit-inc.com ltée	Affichage de postes (4)	Gré à gré	1 580 $
Drolet Douville et ass. Inc	Formation gestionnaires - politique pour contrer le harcèlement discriminatoire, sexuel et psychologique	Gré à gré	2 575 $
Druide informatique Inc.	Antidote 10 en français (178) et Antidote 10 bilingue (22)	Gré à gré	2 468 $
EcgD Inc.	Numérisation massive de documents confidentiels et inactifs (41 boites, 1073 dossiers)	Gré à gré	4 479 $
École nationale d'administration publique (ENAP)	Accompagnement pour élaboration du Plan stratégique 2021-2025	Gré à gré	9 138 $
Évaluation Personnel International Inc. (E.P.S.I.)	Évaluation candidats - test (français, Word, Excel…)	Gré à gré	5 534 $
Facebook	Promotion de la campagne "La Commission pour vrai" sur Facebook et Instagram	Gré à gré	6 440 $
Facebook	Publicité : Accommodement dans les camps de jour / 31 août 2021	Gré à gré	182 $
Facebook	Publicité - Vidéo Droit de communiquer: 10, 18 et 31 mai 2021	Gré à gré	1 028 $

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Fibrenoire Internet Inc.	Renouvellement du contrat Internet avec rehaussement à 900Mb/s / Montréal	Gré à gré	7 960 $
Fibrenoire Internet Inc.	Renouvellement ELP 100Mb/s - Montréal et Québec	Gré à gré	8 600 $
Fonds des biens et services MTESS	Lien pour utilisation de Portfolio - réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales	Gré à gré	3 800 $
Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	Offres infonuagiques de solutions IAAS, PAAS et SAAS reliées (Espace Cloud Azure) : frais de courtage	Gré à gré	1 100 $
GAIHST - Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec inc.	Formation et production de 2 capsules vidéo / 13 et 27 octobre 2021 / 150 participants / vidéoconférence	Gré à gré	1 125 $
GainApp	Application Gain	Gré à gré	1 115 $
Gestion Georges Coulombe inc.	Entretien des locaux et appels de service	Gré à gré	15 542 $
Gesu - Centre de créativité	Location de la salle et service technique pour la cérémonie du Prix droits et libertés 15 décembre 2021	Sur invitation	3 410 $
Grand & Toy limitée	Achat de papier	Commande de biens/demande d'exécution	1 594 $
Google	Campagne "Droit de communiquer" (pour jeunes sous la DPJ) / 11 et 20 mai 2021	Gré à gré	1 895 $
Google	Promotion de la campagne "La Commission pour vrai"	Gré à gré	9 809 $
Google	Promotion de la campagne "À louer sans discriminer" / 15, 25 avril, 9,30 juin, 30 juillet 2021, 11 et 14 janvier 2022	Gré à gré	2 585 $
Got Junk	Disposition de débris divers - bureau de Québec	Gré à gré	1 306 $
Graphiscan Montréal inc.	Impressions et reliure 6 cahiers - employeurs "Recruter sans discriminer"	Gré à gré	4 215 $
Graphiscan Montréal inc.	Impressions cartes	Gré à gré	367 $
Groupe ABI inc. (Le)	Accompagnement et coaching en services informatiques	Gré à gré	2 973 $
Groupe ABI inc. (Le)	Accompagnement et coaching en services informatiques	Gré à gré	1 595 $

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Groupe Contex inc.	Les Affaires Prix droits et libertés	Gré à gré	1 000 $
Hébergement Web Canada	Renouvellement domaine fugitifs.ca / 28 juillet 2021 au 27 juillet 2022	Gré à gré	14 $
Hellman, Michel	Conception et illustration carte de vœux	Gré à gré	1 200 $
Hypertec systèmes inc.	COVID - Moniteur Philips 22po (65)	Gré à gré	13 975 $
Hypertec systèmes inc.	COVID - Clavier (50) et souris (65)	Gré à gré	3 010 $
Hypertec systèmes inc.	Portable DELL 5420, station d'accueil, clavier et souris (1)	Gré à gré	2 343 $
Hypertec systèmes inc.	Portable DELL 5420, station d'accueil, clavier et souris (10)	Gré à gré	15 041 $
Hypertec systèmes inc.	Portable DELL 5420, station d'accueil (1)	Gré à gré	1 664 $
Hypertec systèmes inc.	Souris sans-fil - Contour Design (5)	Gré à gré	1 825 $
IBM Canada Ltée	Renouvellement licence IBM-SPSS	Gré à gré	3 181 $
iStock et 123RF	Achat d'images	Gré à gré	363 $
Images & technologie (3686035 Canada inc.)	Hébergement site de relève CDPDJ	Gré à gré	9 400 $
Images & technologie (3686035 Canada inc.)	Veeam Backup pour Microsoft Office 365 -Copie de sécurité et support	Gré à gré	3 900 $
Images & technologie (3686035 Canada inc.)	Accompagnement dans la migration de l'infrastructure vers le cloud Azure de Microsoft	Gré à gré	9 800 $
Images & technologie (3686035 Canada inc.)	Banque d'heures / Support maintenance et installation niveau technique 1 et 2	Gré à gré	4 750 $
Impression Première (4146298 Canada inc.)	Impression du Rapport annuel 2020-2021	Gré à gré	1 068 $
Isarta inc.	Formation: Bâtir un plan de communication efficace - en webinaire	Gré à gré	584 $
Isarta inc.	Affichage de poste: Agent d'information	Gré à gré	189 $
Iti inc. (Informatique ProContact)	Station d'accueil (10)	Gré à gré	1 894 $
Iti inc. (Informatique ProContact)	Licence pour routeur Meraki (6) - 2 ans	Gré à gré	2 920 $
Iti inc. (Informatique ProContact)	Renouvellement Cisco (30 août 2021 au 30 mars 2022) et Smartnet (27 sept. 2021 au 4 mars 2022)	Gré à gré	1 960 $

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Iti inc. (Informatique ProContact)	Renouvellement HP DL360 (26 septembre 2021 au 25 septembre 2022)	Gré à gré	1 600 $
Iti inc. (Informatique ProContact)	Router MX68W (6)	Gré à gré	3 204 $
Iti inc. (Informatique ProContact)	Antivirus Bitdefender (250)	Gré à gré	4 688 $
J.L.Entretien enr.	Entretien ménager - hors contrat entente occupation	Gré à gré	15 422 $
Judith Lussier inc.	Animation soirée remise Prix droits et libertés 2021	Gré à gré	1 000 $
Koma films inc.	Campagne "Recruter sans discriminer" / Droits de suite pour diffusion - 5 ans	Gré à gré	2 646 $
Kronos Experience	Team building virtuel pour 176 personnes (2h30)	Gré à gré	7 392 $
Lafortune Legal	Confection Mémoire et Cahier de source	Gré à gré	2 497 $
Lafortune Legal	Confection dossier cour d'appel	Gré à gré	4 244 $
Lafortune Légal	Confection dossier cour d'appel	Gré à gré	10 724 $
Lafortune Légal	Confection dossier cour d'appel	Gré à gré	5 283 $
Lafortune Légal	Préparation mémoire et annexes	Gré à gré	9 409 $
Lafortune Légal	Préparation mémoire et annexes - dossier Cour d'appel	Gré à gré	12 349 $
Lemaire, Julie (sténographe)	Transcription des notes sténographiques	Gré à gré	4 626 $
Lexis nexis canada inc.	Frais code d'accès - base de données	Gré à gré	5 150 $
LinkedIn	Campagne "La Commission pour vrai", Mythe 2 / 8 novembre au 1er décembre 2021	Gré à gré	3 302 $
Locomotive Inc.	Hébergement site "40 ans de la Charte" / 1er juin 2021 au 31 mai 2022	Gré à gré	800 $
Maison du développement durable	Conférence de presse / location de salle 29 octobre 2021	Gré à gré	730 $
Meloche , Francis Me	Services-conseil relations de travail	Gré à gré	5 475 $
Meudec, Marie	Préparation et rédaction d'un rapport	Gré à gré	1 500 $
Meudec, Marie	Préparation et rédaction d'un rapport	Gré à gré	1 500 $
Meudec, Marie	Préparation et rédaction d'un rapport	Gré à gré	1 500 $

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
Micro Logic	Jetons d'authentification DeepNet (100) et SafeId/Classic (2)	Gré à gré	2 351 $
Momentumm Digital Inc.	Production vidéo animée pour encourager la complétion du formulaire d'auto-identification de la CDPDJ (fr. et ang.)	Gré à gré	6 988 $
Monette Barakett s.e.n.c.	Conseiller et accompagner la Commission	Gré à gré	5 880 $
Morin, Nadia	Réalisation du visuel pour le Prix droits et libertés 2021 sous le thème "S'engager pour notre santé"	Sur invitation	1 500 $
Mourani, Maria	Contre-expertise - détention et fouille	Gré à gré	6 825 $
Noël et Associés S.E.N.C.R.L.	Correspondant de la CDPDJ devant la Cour suprême du Canada	Gré à gré	2 110 $
Novexco inc. (Hamster)	Achat de fournitures de bureau	Commande de biens/demande d'exécution	4 051 $
Novexe Inc.	Banque d'heures service expert plateforme Azure et Sharepoint Office 365 - refonte ClicMarc	Gré à gré	4 950 $
Novexe Inc.	Service expert développement logiciel plateforme Azure - refonte ClicMarc	Gré à gré	9 525 $
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Affichage de poste	Gré à gré	445 $
Ose Design Inc.	Infographie- Planification stratégique 2021-2025	Gré à gré	1 998 $
Paméla Lajeunesse Photographe	Photographies cérémonie Prix droits et libertés 2021	Gré à gré	500 $
PremiumBeat	Achat de musique pour le lancement de la campagne "La Commission pour vrai" 17 août 2021	Gré à gré	63 $
PremiumBeat	Achat de musique pour promotion avis "Accommodement dans les camps de jour" 2 août 2021	Gré à gré	62 $
Potvin, Maryse	Rapport expertise - biais inconscient, discrimination raciale en milieu éducatif	Gré à gré	8 263 $
Pro Actif	Infographie Rapport d'activités et de gestion 2020-2021	Sur invitation	3 850 $
Production J.G. inc.	Impression RAG 20-21 et Planification stratégique 21-25	Sur invitation	1 218 $

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Production GO (Marc-André Beaupré)	Réalisation d'une vidéo sur le cheminement d'une demande d'intervention - mandat Jeunesse de la Commission	Sur invitation	8 921 $
Production GO (Marc-André Beaupré)	Version des vidéos plainte et signalement, sans musique	Gré à gré	977 $
Purolator inc.	Service de messagerie	Commande de biens/demande d'exécution	674 $
Purolator inc.	COVID - Service de messagerie	Commande de biens/demande d'exécution	2 672 $
Québecor Média Ventes	Diffusion campagne "La Commission pour vrai" / septembre 2021 à janvier 2022	Sur invitation	23 821 $
Renaud, Céline	Agir à titre de chargé de responsable de chantier de travail - processus traitement des dossiers d'exploitation des personnes âgées	Gré à gré	2 775 $
Renseignements stratégiques	Service de dépistage	Gré à gré	2 800 $
Réseau d'information municipale	Publication de 2 communiqués campagne "Accommodement dans les camps de jour"	Gré à gré	1 103 $
Revenu Québec (RQ)	Impression des listes SAGIP	Gré à gré	1 434 $
Revenu Québec (RQ)	Service de courrier	Gré à gré	5 540 $
Ressource Dynamics Inc.	Renouvellement licence Go Global (50)	Gré à gré	1 899 $
Ruptash, Sarah	Traduction de la Charte en langue inuktituk (et validation de la Charte traduite mise en page)	Gré à gré	2 600 $
Service d'Interprétation Visuelle et Tactile du Montréal-Métropolitain	Interprétation conférence de presse RAG 2020-2021	Gré à gré	210 $
Service d'Interprétation Visuelle et Tactile du Montréal-Métropolitain	Interprétation lors de la cérémonie du Prix droits et libertés 2021	Gré à gré	150 $
Servirplus	Programme d'aide aux employés	Gré à gré	13 575 $
Société Logique Inc.	Avis - Accessibilité - dossier affaires juridiques	Gré à gré	1 963 $

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Frais code d'accès - base de données	Gré à gré	9 281 $
Société Radio-Canada	Diffusion capsule "La Commission pour vrai"	Négocié	1 169 $
Softchoice LP	Licence CoreLic de Microsoft	Négocié	5 807 $
Solutions & Co	Formation: Gestion des situations délicates-3h,10 et 22 février	Gré à gré	2 980 $
Solutions & Co	Formation: Traiter clientèle difficile- 6h,12 et 25 janvier	Gré à gré	3 980 $
Solutions Zoom Inc. (EMBL mobilier de bureau)	Démonter, déménager et réinstaller 7 postes de travail Teknion	Gré à gré	2 758 $
Son-Image-Systèmes pour la Communication Siscom inc.	Projet: Système de conférence salle M-40 Montréal	Gré à gré	5 461 $
Sténo C.A.T inc.	Transcription des notes sténographiques	Gré à gré	1 220 $
Sténofac Inc.	Transcription des notes sténographiques	Gré à gré	11 976 $
St-Pierre, Mathieu (sténographe)	Transcription des notes sténographiques	Gré à gré	10 198 $
Technologies Amplitude Inc.	Publication de la vidéo "Logement académie" sur le site Appartogo	Gré à gré	1 000 $
Telus Communications inc.	Service de télécommunication	Commande de biens/demande d'exécution	4 058 $
Traducform	Évaluation test d'anglais, oral, écrit et rédaction	Gré à gré	4 595 $
Tremblay, Nicolas	Identification des processus organisationnels-traitement des demandes en lien avec la LPJ et LSJPA	Gré à gré	10 922 $
Tremblay, Réal	Suivi des insatisfactions de la clientèle de la Commission - qualité des services	Gré à gré	11 025 $
Ugoburo	Bureau et caisson (4) et livraison -bureau de Québec	Gré à gré	1 984 $
Université de Montréal - École d'optométrie Laboratoire de recherche Vasile Diaconu	Rapport d'expertise aptitudes visuelles et témoignage au procès - dossier DAJ	Gré à gré	3 000 $

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
Université de Montréal	Caméra vidéo et trucs de tournage	Gré à gré	81 $
Vidéotron ltée	Service de télécommunication: Montréal, Québec, Saguenay, Saint-Jérôme et Sherbrooke	Gré à gré	4 368 $
Versalys	Formation Nitro / 12 et 15 avril 2021	Gré à gré	1 291 $
Videotron Ltée (Fibrenoire)	Renouvellement du contrat Internet avec rehaussement à 900Mb/s / Montréal	Gré à gré	1 990 $
Videotron Ltée (Fibrenoire)	Renouvellement ELP 100Mb/s - Montréal et Québec	Gré à gré	2 150 $
Xerox Canada Ltée	Location photocopieurs	Commande de biens/demande d'exécution	19 094 $
Zoho Corporation	Licence annuelle Manage Engine	Gré à gré	1 373 $
Zoom Vidéo Communication Inc.	Licence Zoom	Gré à gré	857 $
Zoom Vidéo Communication Inc.	COVID - Licence Zoom	Gré à gré	1 721 $

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 $, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET CES INFORMATIONS SONT AUSSI DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : HTTPS://WWW.SEAO.CA/.

G.7 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- **A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;**
- **B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;**
- **C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;**
- **D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;**
- **E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: HTTPS://WWW.SEAO.CA/.

G.8 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 :

- **A. LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;**
- **B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);**
- **C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;**
- **D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;**
- **E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;**
- **F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;**
- **G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;**
- **H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : HTTP://WWW.SEAO.CA/ AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 $ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

G.9 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER **2021-2022**, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- **A.** LE NOM DU PROJET;
- **B.** LA NATURE DU PROJET;
- **C.** L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
- **D.** LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
- **E.** LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
- **F.** LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
- **G.** L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- **H.** LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- **I.** LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
- **J.** LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
- **K.** LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
  - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
- **L.** INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;
- **M.** NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN **2021-2022.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
REFONTE - SYSTÈME D'INFORMATION DE GESTION ET DE LA PERFORMANCE (CLIC_MARC)	REFONTE ET MISE À NIVEAU DU SYSTÈME DE MISSION PRINCIPAL. SYSTÈME ACTUEL FAIT FACE À UNE DÉSUÉTUDE. LES MISES À JOUR DEVIENNENT DE PLUS EN PLUS DIFFICILES, LES STATISTIQUES DE GESTION NE PERMETTENT PAS DE MESURER LA PERFORMANCE. LE TRANSFERT DE CES ACTIFS VERS L'INFONUAGIQUE EST COMPLEXE, VOIR IMPOSSIBLE, EN RAISON DE TECHNOLOGIES DÉSUETS.	357 500 $	32 324 $	DÉVELOPPEMENT CLOUD EN LIEN AVEC LES RECOMMANDATIONS DU CENTRE DE CONSOLIDATION DE CTI	10%	0

POUR LES SOUS-QUESTIONS A), B), D), F), I), ET L), L'INFORMATION SUR LES PROJETS INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 $ EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU TABLEAU DE BORD EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À L'ADRESSE SUIVANTE : HTTPS://WWW.TABLEAUDEBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/TABLEAU-DE-BORD/.

G.10 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR **2021-2022** (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- **A.** LA PHOTOCOPIE;
- **B.** LE MOBILIER DE BUREAU;
- **C.** L'AMEUBLEMENT;
- **D.** LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;
- **E.** LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
- **F.** LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- **G.** LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- **H.** LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- **I.** LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- **J.** L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
  - **a.** AU QUÉBEC;
  - **b.** À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	mjq	CDPDJ	csj	cja	cslf	dpcp	faac	opc	oqlf	soquij	taq
PHOTOCOPIE		2 819 $									
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT		0 $									
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT		0 $									
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE		0 $									
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS		3 121 $									
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)		0 $									
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC		7 000 $									
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC		3 671 $									
TOTAL	$	16 611 $	$	$	$	$	$	$	$	$	$

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.11 **DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2021-2022, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :**

- **A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;**
- **B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;**
- **C. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;**
- **D. LE COÛTS D'UTILISATION DES APPAREILS;**
- **E. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;**
- **F. LES NOMS DES FOURNISSEURS;**
- **G. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;**
- **H. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;**
- **I. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;**
- **J. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;**
- **K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	MJQ	CDPDJ	CSJ	CJA	CSLF	DPCP	FAAC	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	$	0 $	$	$	$	$	$	$	$	$	$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	$	0 $	$	$	$	$	$	$	$	$	$
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	$	- $	$	$	$	$	$	$	$	$	$
LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	$	0 $	$	$	$	$	$	$	$	$	$
LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES	$	0 $	$	$	$	$	$	$	$	$	$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	$	0 $	$	$	$	$	$	$	$	$	$

POUR LES SOUS QUESTIONS C, D, E, F, L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 25).

CDPDJ : HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX

G.12 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE **2021-2022** AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR **2022-2023** :

A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE **35 ANS ET PLUS;**

B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE **35 ANS ET MOINS;**

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE **10** JOURS, DE **10** À **50** JOURS, DE **50** À **100** JOURS ET **100** JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :
– LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;

G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE **10** JOURS, DE **10** À **50** JOURS, DE **50** À **100** JOURS, ET **100** JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;

I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;

P. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;

R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI **15** SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;

S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1º DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

L. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

M. Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principale de direction et chacune des régions)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

N. Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

O. Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

P. Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q. Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2021-2022 et les cinq années précédentes

Cette donnée n'est pas disponible.

Catégorie	2021-2022
Personnel d'encadrement	0
Personnel professionnel	0
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	0
Personnel ouvrier	0
Total	**0**

R. L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

S. Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région

Régions	2021-2022	
	POSTES VACANTS	ETC NON COMBLÉS
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2	2
Capitale-Nationale	5	5
Estrie	4	4
MAURICIE	2	2
Montréal	14	14
Total	27	27

G.13 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2022-2023 :

A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;
B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;
C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2021-2022 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;
D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.

A ET C LA RÉPONSE À CES QUESTIONS SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

22 REMPLACEMENTS

C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2021-2022 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

AUCUN

G.14 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN **2021-2022** EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL **2018**, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
H. LA DURÉE DU BAIL;
I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;
K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE;
L. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2021	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
360, rue Saint-Jacques, Montréal	1 621 894.44 $	5222.23	0	0	Information SQI	SQI
575, rue Jacques-Parizeau, Québec	128 991.36 $	363.70	0	0	Information SQI	SQI
227, rue Racine, Saguenay	10 233.12 $	43.32	0	0	Information SQI	SQI
227, rue Saint-Georges, Saint-Jérôme	41 407.08 $	219.11	0	0	Information SQI	SQI
456, avenue Arnauld, Sept-Îles	5 091.72 $	23.74	0	0	Information SQI	SQI
375, rue King, Sherbrooke	21 965.88 $	106.50	0	0	Information SQI	SQI
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	27 216.36 $	139.50	0	0	Information SQI	SQI
849, 5e Avenue, Val-d'Or	8 458.20 $	33.86	0	0	Information SQI	SQI

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 27).
CDPDJ : HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX

G.15 CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR :

A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;
B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;
C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;
D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

G.16 **POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2021-2022, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :**

- **A.** **LES DATES DES TRAVAUX;**
- **B.** **LES COÛTS;**
- **C.** **LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

G.18 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2021-2022, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- **A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;**
- **B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;**
- **C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;**
- **D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.**

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 26).

CDPDJ : HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX

G.21 **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :**

- **A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);**
- **B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE;**
- **C. PRÉVISIONS 2022-2023.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.23 **LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2021-2022, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :**

A. **LE COÛT DE CHACUN;**
B. **LE FOURNISSEUR;**
C. **LA NATURE DU SERVICE.**

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
LE CONSORTIUM ÉRUDIT S.E.N.C.	117,00 $	Revue *Nouvelles pratiques sociales* Abonnement annuel (version numérique)
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	30,00 $	Revue des droits et libertés Abonnement annuel (version papier)
WILSON & LAFLEUR	520,00 $	Alter Ego : Chartes des droits et libertés de la personne. 33e édition 2020 (4 exemplaires, version papier)
WILSON & LAFLEUR	372,00 $	Code civil du Québec (2 exemplaires) Code de procédure civile (2 exemplaires) (version papier)
WILSON & LAFLEUR	80,00 $	Formulaire de procédure civile - Me Francine Payette 3e Éd. 2021 (version papier)
THOMSON REUTERS	12,00 $	La Référence : Frais supplémentaire, service en ligne. Abonnement annuel : Droit québécois et collections doctrinales.
THOMSON REUTERS	112,00 $	Droits de la personne et les relations du travail (1 exemplaire - version papier et accès numérique)
THOMSON REUTERS	264,00 $	Accès à l'information : Loi annotée (1 exemplaire - version papier)
THOMSON REUTERS	206,00 $	Frais de justice Législation annotée (1 exemplaire - version papier et accès numérique)
THOMSON REUTERS	384,00 $	Congédiement droit québécois (1 exemplaire - version papier et accès numérique)
LEXISNEXIS CANADA INC.	5150,00 $	Abonnement Lexis Advance Quicklaw
SOQUIJ	6911,00 $	Frais code d'accès, forfait recherche juridique, forfait plumitifs (en ligne)
SOQUIJ	620,00 $	Express Civil (4 accès)
SOQUIJ	510,00 $	Express Civil Palier 049 (25 à 49 accès) accès supplémentaires
SOQUIJ	710,00 $	Express Travail (4 accès)
SOQUIJ	180,00 $	Express Travail Palier 024 (10 à 24 accès) accès supplémentaires
SOQUIJ	250,00 $	Loi sur la protection de la jeunesse annotée (4 accès)
SOQUIJ	100,00 $	Loi sur la protection de la jeunesse annotée (accès supplémentaires)
LE DEVOIR	185 $	ABONNEMENT NUMÉRIQUE 52 SEMAINES
TOTAL	**16 713,00 $**	

G.24 **LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE.

G.25 **POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :**

- **A.** **LE NOM DU SITE WEB;**
- **B.** **LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;**
- **C.** **LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;**
- **D.** **LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;**
- **E.** **LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);**
- **F.** **LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);**
- **G.** **LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;**
- **H.** **LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE;**
- **I.** **LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS;**
- **J.** **LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ADRESSE DU SITE INTERNET : CDPDJ.QC.CA	
SUJETS	**DÉTAILS**
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	BLANKO ET MBIANCE
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	91 425 $ (EN 2020)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	HÉBERGEMENT SITE PRINCIPAL : 240 $ HÉBERGEMENT SITE 40 ANS DE LA CHARTE : 800 $ ENTRETIEN ET MISE À JOUR : S/O (EFFECTUÉS À L'INTERNE)
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	9000$ (CONTRAT « BANQUE D'HEURES AMÉLIORATION CONTINUE » QUI INCLUT L'ENTRETIEN RELATIF AUX BUGS)
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	SITE PRINCIPAL (WWW.CDPDJ.QC.CA) :0 $ (PAYÉ EN 20-21) MES DROITS SOUS LA DPJ (WWW.MESDROITSSOUSLADPJ.CA ET WWW.MYRIGHTSUNDERTHEDYP.CA) : 27,98 $ 40 ANS DE LA CHARTE (WWW.40ANSDELACHARTE.ORG): (INCLUS DANS HÉBERGEMENT)
FRÉQUENCE DES VISITES :	
FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	
RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE :	

ADRESSE DU SITE INTERNET : FUGITIFS.CA	
SUJETS	**DÉTAILS**
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	MYSMARRT JOURNEY ET INTERNE
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	13 520 $ (EN 2020)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	MY SMART JOURNEY 2000$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	S/0
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	WHC 28.64$ (INCLUT LA GESTION DES DNS)
FRÉQUENCE DES VISITES :	
FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	
RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE :	

G.31 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2021-2022 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2021 POUR 2022-2023.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.32 **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2021-2022, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 ET 2023-2024, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE.

G.33 **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS	MJQ*	FAVAC*	FAJ*	FRCP*	FDR*	CDPDJ*	CSJ	CJA	CSLF	DPCP*	FAAC	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ
TOTAL	$	$	$	$	$	0$	$	$	$	$	$	$	$	$	$

*SOURCE : G.41- GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - PRIMES ET BONIS - PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS SAGIR EI GIR

G.35 **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT	MJQ[1]	FAVAC[1]	FAJ[1]	FRCP	FDR[1]	CDPDJ	CSJ	CJA	CSLF	DPCP[1]	FAAC[2]	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ[3]
TOTAL	$	$	$	$	$	0$	$	$	$	$	$	$	$	$	$

[1] SOURCE : G.43- GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - MASSE SALARIALE ET INDEMNITÉS - PRIMES DE DÉPARTS ET ALLOCATION DE TRANSITION
[2] SOURCE : SAGIP
[3] SOURCE : SAGIR

G.36 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.40 **CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :**

- **A.** **LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);**
- **B.** **LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;**
- **C.** **LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;**
- **D.** **PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;**
- **E.** **LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNE ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2021-2022, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) EN 2021-2022 S'ÉLÈVE À 1 037.1 K$.

B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD (SITE INTERNET - HTTPS://WWW.TABLEAUDEBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/) .

C. NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS

D. ET **E** LA RÉPONSE À CES QUESTIONS SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.41 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

G.42 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.43 **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :**

- **A.** **LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;**
- **B.** **LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;**
- **C.** **LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Nom de l'association	Nombre de personnes	Nom de la directive	Coût total
Association Canadienne des commissions des droits de la personne (ACCCDP / CASHRA)	Organisme	6-79	6 000 $
Conseil canadien des défenseurs des enfants et des jeunes (CCCYA)	Organisme	6-79	2 000 $
Barreau du Québec	31	Conditions de travail des cadres juridiques et convention collective (conseillers juridiques)	53 028 $

G.44 POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

A. LA DATE;
B. LA NATURE;
C. LES QUESTIONS POSÉES;
D. LES RÉPONSES;
E. LA FIRME RETENUE;
F. LES COÛTS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FIRME	COÛT
CROP INC. QUESTIONS INTÉGRÉES À 3 SONDAGES OMNIBUS POUR MESURER LA PORTÉE ET LA RÉCEPTIVITÉ DE 3 CAPSULES DE NOTRE CAMPAGNE LA COMMISSION POUR VRAI ET L'IMPACT SUR LA PERCEPTION ET LA COMPRÉHENSION DU PUBLIC SUR LES MYTHES PRÉSENTÉS DANS LES CAPSULES LE TOUT AFIN DE MIEUX ORIENTER ET AMÉLIORER NOS PROCHAINES ACTIONS DE COMMUNICATION.	16 700 $

G.45 POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

A. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT ;
B. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DIFFUSION PAR :	MONTANT	%
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	0$	0%
INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX	60 035 $	100%

G.51 AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :

- **A. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ;**
- **B. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT TOUJOURS AU 31 MARS 2022;**
- **C. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.52 SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2021-2022 AU SUJET DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL POUR FINS DE TÉLÉTRAVAIL (TABLETTES, CELLULAIRES, AMÉNAGEMENT DE BUREAU, REMBOURSEMENT DE FRAIS D'INTERNET, ETC.).

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	MONITEUR PHILIPS 22PO (65)	13 975 $
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	CLAVIER (50) ET SOURIS (65)	3 010 $
AMAZON	SACS DE TRANSPORT POUR ORDINATEURS	1 565 $
TOTAL		**18 550 $**

G.53 NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT ÉTÉ ABSENT DU TRAVAIL POUR CAUSE DE QUARANTAINE LIÉE À LA COVID-19 OU EN RETRAIT PRÉVENTIF LIÉ À LA COVID-19 AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 AINSI QUE L'ESTIMATION DES COÛTS EN DÉCOULANT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.54 CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 :

A. LES SOMMES DÉPENSÉES;
B. LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE);
C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A.

	2021-2022
TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES	13 575 $

B. LA SOUS QUESTION SUIVANTE NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS

C.

FOURNISSEURS	CONTRAT	2021-2022
AUCUN	AUCUN	AUCUN

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : HTTPS:/ /WWW.SEAO.CA/ AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 $ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

G.55 CONCERNANT L'ENTRETIEN MÉNAGER ET LA DÉSINFECTION DES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR :

A. LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES;
B. LE NOM DES FOURNISSEURS RETENUS;
C. LA LISTE DES CONTRATS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	FOURNISSEUR	SOMMES DÉPENSÉES
360, RUE SAINT-JACQUES 2E ÉTAGE MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Y 1P5	J.L. ENTRETIEN ENR.	15 422 $

G.56 COÛT TOTAL DE MISE EN PLACE DE MESURES DÉCOULANT DES VISITES DE LA CNESST DANS LES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME AINSI QU'UNE LISTE DES RECOMMANDATIONS EFFECTUÉES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

G.57 **LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2021-2022 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :**

- **A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;**
- **B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;**
- **C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;**
- **D. LE MONTANT ACCORDÉ;**
- **E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

G.58 NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES EN 2021-2022 :

A. **LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;**
B. **LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE);**
C. **LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;**
D. **LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2021-2022** DES MINISTÈRE ET ORGANISMES.

G.59 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE.

G.60 VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016.

A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;
B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;
C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

2021-2022

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
9	115 285.00 $

Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-12	Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; F9g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Répondue par la réponse à la question 9
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 13a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 15
NR6	PLQ-21 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 16
NR7	PLQ-27 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la réponse à la question 12p
NR8	PLQ-28 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par mission.	Répondue par la réponse à la question 12i
NR9	PLQ-31	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.	Répondue par la réponse à la question 23
NR10	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2021-2022, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR11	PLQ-116	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Répondue par la réponse à la question 48
NR12	PLQ-121	Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2021-2022.	Répondue par la réponse à la question 21
NR13	PLQ-122	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	PLQ-123	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR15	PLQ-124	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR16	PLQ-128	Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Coûts d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	PQ-10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR18	QS-1	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2021-2022 et 2022-2023 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 12l
NR19	QS-7	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR20	QS-9	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 54
NR21	QS-12	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 14
NR22	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2021-2022 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Répondue par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
NR23	PLQ-48 PQ-45	Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR24	PLQ-51 PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR25	PLQ-52 PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-53 PQ-52	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR27	PLQ-54 PQ-53	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR28	PLQ-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR29	PLQ-56 PQ-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes
NR30	PLQ-57 PQ-56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR31	PLQ-58 PQ-57	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR32	PLQ-71	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2021-2022.	Répondue par le Secrétariat à la jeunesse
NR33	PLQ-72	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR34	PLQ-73	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR35	PLQ-75	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC).	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR36	PLQ-76	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre l'application du rapport « Le racisme au Québec, tolérance zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR37	PLQ-77	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2021-2022.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR38	PLQ-79	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2021-2022.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR39	PLQ-80	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR40	PLQ-81	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR41	PLQ-82	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR42	PLQ-83	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR43	PLQ-84	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-85	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR45	PLQ-86	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR46	PLQ-87	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR47	PLQ-88	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR48	PLQ-89	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-91	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR50	PLQ-92	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR51	PLQ-93	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Politique bioalimentaire 2018-2025.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR52	PLQ-94	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR53	PLQ-95	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR54	PLQ-96	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR55	PLQ-97	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR56	PLQ-98	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR57	PLQ-99	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR58	PLQ-100	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR59	PLQ-101	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR60	PLQ-102	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par le ministère des Transports
NR61	PLQ-103	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR62	PLQ-104	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.	Répondue par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
NR63	PLQ-105	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR64	PLQ-106	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR65	PLQ-107	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR66	PLQ-108	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR67	PLQ-109	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
NR68	PLQ-114	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR69	PLQ-115	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR70	PLQ-117	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR71	PLQ-118	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR72	PLQ-120	Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2021-2022 et le montant des primes qui n'ont toujours pas été versées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR73	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR74	PQ-54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR75	QS-3	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : a) nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports
NR76	QS-4	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR77	QS-5	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR78	QS-6	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR79	QS-13	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées au cours de la présente législature.	Répondue par le ministère de la Justice
NR80	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR81	PLQ-62	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2021-2022 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR82	PLQ-64	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR83	PLQ-65	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR84	PLQ-69	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2021-2022.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR85	PLQ-110	Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la conciliation travail-famille.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR86	PLQ-111	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR87	PLQ-112	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR88	PLQ-113	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR89	PLQ-130	Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou , en lien avec la pandémie de la COVID-19.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR90	PLQ-132	Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR91	PLQ-133	Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2021-2022.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PQ-58	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2021-2022, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits